

ne pouvons continuer à lancer le cri des pessimistes. Il m'a intéressé de lire un éditorial qui a paru dans le numéro du 3 avril du magazine *Maclean's*. Dans cette revue, mon attention a été attirée par un éditorial intitulé: «Ne tenons pas compte des rabat-joie». Je ne le lirai pas en entier, bien que je pense qu'il serait utile de le faire, mais certaines idées sont assez importantes pour en faire mention. L'article précise:

Le Canada est un pays très riche, au passé plein d'événements, au présent prospère et à l'avenir prometteur. Ses habitants sont parmi les plus fortunés de l'univers. Tout le monde semble le savoir, sauf certains d'entre nous.

Nous sommes las d'entendre des Canadiens dire qu'ils sont fatigués de leur pays. Nous nous inquiétons des Canadiens qui se font trop de souci. Nous supportons mal ceux qui se prennent de panique, les pessimistes, les Canadiens tellement préoccupés de nos problèmes, tellement tourmentés par nos crises et tellement stupéfaits de nos scandales qu'ils sont prêts à tout abandonner, à fuir ou à s'en aller aux États-Unis.

Bien entendu, le Canada a ses problèmes; nous en avons toujours eu. Nous avons déjà connu des scandales et, malheureusement, nous en connaissons vraisemblablement d'autres. Ces scandales sont chose grave, mais les Canadiens sont sérieux et solides. Nos échecs passés ne nous ont pas porté un coup mortel; cela n'a pas été, au fond, la fin d'un gouvernement sain. Nos institutions demeurent fortes et nous chérissons toujours notre liberté démocratique; dans notre vie publique, la corruption est l'exception et l'honnêteté la règle.

Les Canadiens s'inquiètent de l'apparente inefficacité du Parlement et de l'obstructionnisme aux Communes.

L'auteur de l'article développe davantage ce point-là. Mais ces propos doivent nous faire réfléchir, car nous devons être fiers du rôle que nous jouons sur la scène canadienne aujourd'hui, en relevant ce grand défi que nous posent l'amélioration et l'affermissement du Canada.

Le discours du trône me paraît redondant, ambigu et vague dans ses propos ou ses silences sur les besoins économiques fondamentaux du pays. A mon avis, il ne suffit pas de dire que tout va bien par le temps qui court. Pour le moment, la situation peut sembler favorable. Mais les prévisions sont de moins bon augure. On a beau dire quels devraient être nos buts, encore faudrait-il les préciser. Les atteindre est une autre histoire. L'important est donc d'indiquer par quel chemin y arriver. Il faut reconnaître que nous avons réglé les problèmes de production, mais que toute la planification économique du monde sera vaine, à moins de comprendre les redressements de notre système financier qui seuls pourront amener une répartition équitable de nos richesses possibles sans nous pousser davantage dans les bras accapareurs de l'État. Quand je songe aux crédits qu'on nous a présentés, voici ce que je dis: si nous ne pouvons équilibrer le

budget en temps de prospérité, qu'advient-il en temps d'adversité ou en des périodes moins florissantes? En fait, dans les crédits adoptés vendredi dernier, il y avait un poste de quelque 396 millions représentant le déficit du compte de la pension de retraite qui a été ajouté à la dette nationale et c'est à peine si on en a soufflé mot. Comme il faudra plus de 1,100 millions au cours de la prochaine année financière pour payer l'intérêt de la seule dette nationale, alors quelque chose ne va pas. C'est une augmentation de plus de 10 p. 100 par rapport à l'an dernier. Sur chaque dollar perçu par le fisc, 14c. seront employés à payer l'intérêt de cette dette.

• (9.30 p.m.)

Tout le monde est d'accord pour déclarer la guerre à la pauvreté. La pauvreté n'a pas de raison d'être dans notre riche Canada. Seule peut l'expliquer notre impuissance à faire face à quelques réalités simples que nous devrions pouvoir voir clairement. Si les affaires du pays, privées et publiques, étaient dirigées comme il faut, tout le monde vivrait dans des conditions acceptables et jouirait d'un niveau de vie suffisant.

Les seules restrictions à la vie confortable dont toute notre population devrait pouvoir jouir au Canada sont notre bon jugement et notre volonté de travailler et d'exploiter nos ressources nationales. Je conviens avec l'honorable député de Burnaby-Coquitlam (M. Douglas) que nous vivons dans une ère nouvelle, que l'âge de la pénurie n'existe plus. Nous vivons actuellement dans une ère d'abondance, mais la planification ne constitue pas le véritable problème qui existe dans cette ère d'abondance; ce problème en est un de distribution des articles que les fabricants peuvent produire. Ainsi, il existe des faits fondamentaux que nous ne devons pas négliger.

Le discours du trône mentionne les cultivateurs canadiens et de nouvelles politiques qui procureront des revenus plus considérables et plus stables à l'industrie agricole et la porteront au même niveau que les autres secteurs de l'économie. Le ministre de l'Agriculture (M. Hays) a déjà énoncé une nouvelle politique relative à l'industrie laitière, mais je crois que lors de son voyage récent aux pays à l'antipode, il a dû recueillir en Nouvelle-Zélande maintes idées qui l'ont aidé à élaborer sa politique relative à l'industrie laitière, car je les reconnais presque toutes. La seule différence, c'est qu'il subventionnera les produits laitiers grâce à l'argent qu'il devra d'abord percevoir des contribuables, au lieu de recourir à la Banque du Canada, tout comme la Nouvelle-Zélande se sert aujourd'hui.